



---

## **OIM TUNISIE : TN2024-003**

### **Appel à consultation**

### **Conseiller chargé d'identifier les fonctionnaires et les prestataires de services de première ligne en faveur des migrants et évaluer leurs besoins en formation**

L'Organisation Internationale pour les Migrations - OIM Tunisie lance un appel pour le recrutement d'un(e) consultant(e), selon les termes de références mentionnés ci-dessous. Les candidat(e)s intéressé(e)s sont invité(e)s à postuler à travers ce courriel : [RecruitmentTunis@iom.int](mailto:RecruitmentTunis@iom.int) avant le **21 Avril 2024**.

Merci de noter que seul(e)s les candidat(e)s présélectionné(e)s seront contacté(e)s

**Intitulé du poste :** chargé d'identifier les fonctionnaires et les prestataires de services de première ligne en faveur des migrants et évaluer leurs besoins en formation  
**Lieu d'affectation :** A distance avec déplacement vers les gouvernorats nécessaires pour la réalisation de la mission.  
**Type de contrat :** Consultant Type B  
**Durée du contrat :** 40 jours de travail sur une période de 3 mois  
**Date de prise de fonction :** Avril 2024  
**Code de référence :** TN2024-003

#### **Contexte organisationnel :**

Fondée en 1951, l'OIM est la principale organisation intergouvernementale dans le domaine de la migration et travaille en étroite collaboration avec des partenaires gouvernementaux, intergouvernementaux et non gouvernementaux. L'OIM travaille pour aider à assurer la gestion humaine et ordonnée des migrations et à promouvoir la coopération internationale sur les questions de migration. Pour ce faire, elle fournit des services et des conseils aux gouvernements et aux migrants.

#### **Nature de la mission de conseil :**

Les objectifs spécifiques de la mission se focalisent sur :

- A. L'évaluation les lacunes en connaissances et compétences : Identifier les manques existants chez les fonctionnaires et les prestataires de services de première ligne en matière de droit international sur la migration, permettant ainsi de cibler les besoins de formation. ;
- B. La détermination des objectifs de formation précis : Élaborer des objectifs clairs et mesurables pour la formation, centrés sur les aspects clés du droit international sur la migration, afin de créer des programmes de formation adaptés et efficaces.

### **Contexte et portée du projet :**

L'Organisation internationale pour les migrations – ONU Migration est chargée de mettre en œuvre le projet « RENFORCER L'ACCÈS À LA JUSTICE POUR LES MIGRANTS EN TUNISIE : UNE APPROCHE DE L'ÉTAT DE DROIT », financé par Bureau international chargé de la lutte contre les stupéfiants et de l'application des lois (INL) et mis en œuvre par l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) en Tunisie.

Le projet vise entre autres à contribuer aligner les politiques migratoires avec le droit international sur la migration et le Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières, tout en améliorant l'accès à la justice pour les migrants en Tunisie.

Cet objectif sera atteint en réalisant les résultats suivants :

- Le gouvernement tunisien dispose d'une meilleure connaissance et de compétences accrues pour modifier, renforcer et harmoniser la législation et les politiques liées à l'immigration et à la gestion des frontières conformément au droit international sur la migration et aux objectifs du Pacte mondial pour les migrations. ;
- L'accès à la justice pour les migrants en Tunisie est amélioré grâce à un soutien juridique complet, une assistance individualisée et un renforcement juridique ;

L'OIM souhaite à ce titre Effectuer une évaluation complète des besoins en formation pour les responsables de la Direction Générale des Frontières et des Étrangers ainsi que d'autres directions générales pertinentes du ministère de l'Intérieur et d'autres acteurs de la justice en matière de droit de la migration : standards internationaux et droit interne. Cette évaluation est essentielle pour garantir une approche basée sur le droit dans la mise en œuvre de la législation en vigueur en matière de la migration en tenant en considération les standards internationaux s'appliquant en Tunisie. Le processus d'évaluation impliquerait l'analyse des lacunes existantes en termes de connaissances et de compétences, l'identification d'objectifs spécifiques de formation et la détermination des méthodes et ressources de formation les plus adaptées. En menant cette évaluation, les coordinateurs de formation obtiendront des informations précieuses sur les besoins spécifiques de ces professionnels, leur permettant de concevoir des programmes de formation sur mesure qui renforcent leur compréhension du droit international sur la migration, y compris son cadre juridique, ses politiques, ses procédures et ses considérations en matière de droits de l'homme. De telles initiatives de formation ciblées peuvent habiliter les fonctionnaires et les prestataires de services de première ligne à relever efficacement les défis et les complexités liés à la migration internationale, favorisant ainsi des pratiques équitables et justes dans le traitement des questions de migration.

Le consultant devra (i) identifier les acteurs de première ligne au sein du Ministère de l'Intérieur et du Ministère de Justice qui jouent un rôle en relation avec le migration, (ii) cataloguer les services de première ligne de chaque acteur identifié et destinés aux migrants et (iii) conduire des entretiens avec les acteurs clés afin d'identifier les besoins spécifiques de chaque acteur identifié en formation en relation avec la législation nationale et les standards nationaux en matière de migration.

**Unité/département organisationnel auquel le(la) consultant(e) contribue :**

L'unité Protection et Santé : Projet RENFORCER L'ACCÈS À LA JUSTICE POUR LES MIGRANTS EN TUNISIE: UNE APPROCHE DE L'ÉTAT DE DROIT

Le/la consultant/e soutiendra la mise en œuvre des activités des différents projets avec les responsabilités suivantes :

**Fonctions principales/Responsabilités :**

Identification des acteurs clés au sein du ministère de l'Intérieur et du ministère de la Justice

1. Un document regroupant une cartographie des acteurs impliqués dans la gestion des questions de migration au sein du MOI et du MOJ : (1<sup>er</sup> livrable)

Identification précise des besoins en formation

2. Entretiens avec au moins 15 représentants des Directions générales clé et des fournisseurs des services de la première ligne (2<sup>ème</sup> livrable) :
  - Des comptes rendus détaillés des entretiens
  - Une analyse exhaustive des lacunes en connaissances et compétences identifiées par les acteurs concernés.
  - Une liste systématisée des domaines nécessitant un renforcement des compétences

Établissement d'objectifs de formation mesurables et modération de l'atelier de restitution

3. Une conception de programmes de formation personnalisés et détaillés, couvrant les aspects essentiels du droit international sur la migration, répondant spécifiquement aux besoins identifiés et prenant en considération les modules de formation déjà disponible à l'OIM et dans les formations nationales continues des acteurs du ministère de l'intérieur et de la Justice.

Préparation et animation de l'atelier de restitution du rapport et de la validation du plan de formation : (3<sup>ème</sup> livrable)

### **Qualifications et expériences requises :**

- Diplôme universitaire (niveau Master ou équivalent) en droit, en sciences politiques ou un autre domaine pertinent.
- Expérience d'au moins 5 ans dans le renforcement des capacités des autorités gouvernementales avec les organisations internationales, la coopération technique ou les institutions nationales évaluer les besoins spécifiques des autorités nationales en matière de formation en droit de la migration, en tenant compte du contexte, des politiques et des défis locaux.
- Expérience d'au moins 5 ans en matière de migration.
- Expérience avérée dans la mise en œuvre de programmes de formation similaires pour les autorités gouvernementales ou les praticiens du droit.
- Compétence dans la conception de programmes de formation complets et adaptés, avec des modules spécifiques, des méthodologies d'enseignement et d'évaluation.

### **Compétences :**

Les candidats retenus devront démontrer les valeurs et compétences suivantes :

### **Valeurs**

- **Inclusion et respect de la diversité** : respecter et promouvoir les différences individuelles et culturelles ; encourager la diversité et l'inclusion chaque fois que cela est possible.
- **Intégrité et transparence** : respecter des normes éthiques élevées et agir conformément aux principes/règles et aux normes de conduite de l'Organisat
- **Professionalisme** : être apte à travailler avec sang-froid, compétence et dévouement, et gérer les problèmes quotidiens en faisant preuve du discernement requis.

### **Compétences de base – indicateurs comportementaux**

- **Travail d'équipe** : développe et promeut une collaboration efficace au sein et entre les unités pour atteindre des objectifs communs et optimiser les résultats.
- **Livrer des résultats** : produit et livre des résultats de qualité d'une manière axée sur le

service et en temps opportun ; est orienté vers l'action et s'engage à atteindre les résultats convenus.

- **Gérer et partager les connaissances** : cherche en permanence à apprendre, partager les connaissances et innover.
- **Responsabilité** : s'approprie la réalisation des priorités de l'Organisation et assume la responsabilité de ses propres actions et du travail délégué.
- **Communication** : encourage et contribue à une communication claire et ouverte ; explique des sujets complexes de manière informative, inspirante et motivante.

### **Période pour postuler**

Du 15/04/2024 jusqu'au 21/04/2024.